

Il faut éviter cette crise, sinon les tensions vont s'aggraver dans le monde. Surtout dans les pays du tiers monde, qui seront beaucoup plus démunis devant ce problème que les pays industrialisés car ils n'ont pas les mêmes possibilités. On peut même dire, comme les ministres qui ont assisté à la conférence, qu'il y va de l'avenir même de la démocratie occidentale. On peut dire sans exagération que si nous ne savons pas faire face à la crise qui nous menace, notre fragile démocratie risque de ne pas survivre.

Monsieur l'Orateur, j'aimerais insister sur les observations que faisait hier soir dans son allocution le ministre des Finances (M. Chrétien). Il a fait ressortir plusieurs points très importants et particulièrement en ce qui a trait à l'énergie. Il a parlé du besoin d'investissements générateurs d'emplois. Il a parlé de la nécessité de travailler au redressement de notre balance des paiements, dont le déséquilibre constitue un grave problème. Il me semble que le secteur de l'énergie est tout indiqué pour des actions de ce genre. Mais cela impose aux Canadiens certains changements comme il le disait hier soir. Il a parlé par exemple d'un sujet tout à fait spécial, celui qu'il a appelé le domaine critique de l'énergie, et de plusieurs autres comme le logement et les pêches. Je citerai ce passage de ses propos qui figure à la page 101 du hansard:

Dans tous ces domaines comme dans tant d'autres, il faut aller de l'avant par une politique qui favorise l'investissement et les changements structurels. Nous nous proposons de promouvoir ces changements, de solliciter la coopération active des provinces et d'engager des consultations aussi larges que possible avec les entreprises, les travailleurs et les autres groupes économiques.

Monsieur l'Orateur, cela indique bien que le gouvernement est disposé à revoir certaines de ses politiques dans ce domaine critique qui influe sur les investissements. En ce qui concerne l'énergie, je pense que la meilleure façon d'énoncer la politique du gouvernement consiste à y distinguer quatre grandes actions. La première de ces actions est celle qui, par les politiques d'approvisionnement en énergie, a pour but d'inciter le secteur privé à entreprendre d'énormes travaux d'équipement, d'un bout à l'autre du Canada. J'y arriverai dans quelques moments.

● (1252)

Le deuxième champ d'action que se donne le gouvernement fédéral est l'économie d'énergie et l'exploitation de l'énergie renouvelable. J'en parlerai dans quelques moments. En troisième lieu, le gouvernement veut légiférer et adopter d'autres mesures pour protéger le bien public dans trois domaines bien déterminés: premièrement, il veut obtenir des renseignements sur les revenus des sociétés pétrolières pour que ces derniers soient réinvestis conformément à la politique gouvernementale relative aux nouvelles réserves; il proposera à cette fin la loi sur la surveillance des sociétés pétrolières. Deuxièmement, il souhaite veiller à ce que les Canadiens bénéficient équitablement de la mise en valeur des gisements de pétrole et de gaz naturel qui se trouvent sur les terres de la Couronne et ce, par le biais d'une nouvelle loi, la loi sur le pétrole et le gaz naturel. Troisièmement, le bien public sera protégé par des mesures visant à établir les méthodes les plus efficaces possibles pour réglementer le cycle du combustible nucléaire. Voilà sur quoi portera la nouvelle loi sur le contrôle et l'administration de l'énergie nucléaire. Le quatrième champ d'action consiste à travailler en collaboration avec les provinces pour atteindre ces objectifs.

L'Adresse—M. Gillespie

J'aimerais en arriver le plus rapidement possible à la question de l'approvisionnement. Voici quelques-uns des projets qui, à mon avis, illustrent bien ce que nous devrions nous efforcer de réaliser; le genre de projets dont nous devrions planifier la mise en chantier au cours des quelques prochaines années et qui vont s'insérer dans les investissements énormes de 180 milliards de dollars qu'il faudra faire dans le domaine de l'énergie entre 1975 et 1990. Je veux parler d'entreprises comme le pipe-line de la Foothills au Yukon, dont, je l'espère, on commencera très bientôt la construction; c'est un projet qui coûte environ 4 milliards de dollars de 1975 et qui devrait créer de l'emploi équivalant en gros à 100,000 années-hommes, et de l'usine des sables bitumineux III. Cette dernière entraînera des dépenses du même ordre; elle coûtera environ 3 milliards de dollars en dollars de 1975. Tout semble indiquer que l'emploi généré, en années-hommes, serait à peu près comparable, et peut-être bien plus grand, car les emplois fournis par l'usine des sables bitumineux III seraient permanents, ce qui pourrait leur donner plus d'importance que ceux qui peuvent être offerts par un pipe-line.

Il y a aussi l'agrandissement de l'usine actuelle de la Syn-crude que l'on devrait entreprendre l'an prochain, afin d'augmenter la production de 75,000 par jour, l'agrandissement de l'usine GCOS, la première usine de sables bitumineux, pour augmenter la production de 25,000 barils par jour, ainsi qu'un investissement important au lac Cold pour l'exploitation des pétroles lourds, ce qui demandera une somme de deux à trois milliards de dollars pour la construction d'une raffinerie qui produira 100,000 barils par jour. Un autre projet de l'ordre de 1 milliard de dollars capable de produire 100,000 barils par jour est prévu dans la région de Lloydminster. Des projets de production électrique dans la région de l'Atlantique, le projet de Gull Island, par exemple, qui est de l'ordre de 2 millions de dollars, ou celui d'exploitation de l'énergie marémotrice des Maritimes pourraient atteindre près de 1 milliard de dollars. Ce ne sont que des exemples des projets que nous envisageons pour les prochaines années.

M. Gillies: On aurait dû le faire il y a dix ans.

M. Gillespie: Je crois que le secteur privé peut s'occuper de presque tous les aspects de ces projets, c'est-à-dire de les financer et de les gérer. Il faudra certainement que les gouvernements fédéral et provinciaux participent à certains de ces projets. Je ne prétends pas que ce soit là tout ce qu'il y a de prévu, mais je trace seulement les grandes lignes des projets qui devront être mis sur pied. Seulement ceux que j'ai mentionnés totalisent, en dollars de 1977, 20 milliards de dollars. C'est un défi pour les Canadiens et surtout pour le secteur privé, à mon avis.

Je crois qu'il y a un certain nombre d'initiatives gouvernementales dont il faudrait maintenant parler. Je le répète, nous devons arrêter, de concert avec les gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan, les modalités fiscales qui permettront l'installation d'une troisième usine de traitement des sables asphaltiques et qui favoriseront et permettront la création d'usines d'huile lourde. De toute évidence, un des projets que j'ai mentionnés devrait se réaliser en Saskatchewan. Le gouvernement de cette province a déjà manifesté un certain intérêt et les responsables de Petro Canada sont en pourparlers avec les autorités provinciales. Deux autres usines devraient norma-